

invité à mettre l'insistance sur le maintien et l'amélioration d'un climat positif pour les investissements privés. De plus, la capacité budgétaire qu'a le gouvernement d'appuyer le développement économique est maintenant plus limitée, et les fonds disponibles devront être déployés de la manière la plus efficace possible et conformément aux priorités de développement et aux priorités régionales, en vue d'améliorer la productivité et la compétitivité internationale de l'économie canadienne à long terme et d'assurer que le Canada sorte de la situation actuelle avec une capacité soutenue de livrer une concurrence sur les marchés internationaux. Bien qu'il s'exerce à court terme des pressions sur les crédits à consacrer à la création d'emplois, à l'assurance-chômage et au bien-être social, le développement économique soutenu n'en reste pas moins une nécessité à long terme.

Conclusions:

- L'économie mondiale ne fait que sortir d'une période de tensions sérieuses, et il y a peu d'espoir d'un retour à une croissance rapide et prolongée. La demande est faible, et la capacité de production sous-utilisée. Les changements technologiques surviennent plus rapidement et fréquemment, causant de l'incertitude. Nous assistons à un déplacement de la puissance industrielle, et les pressions en vue de l'imposition de mesures de protection et de l'octroi de subventions continuent. Ces conditions posent des grands défis au Canada: de façon plus précise, il s'agit pour lui de soutenir la concurrence étrangère, de maintenir et d'élargir ses actuels débouchés et d'attirer des investissements susceptibles d'appuyer son développement économique.
- Les marchés financiers mondiaux connaissent une instabilité inhabituelle, et l'accroissement du fardeau de la dette des pays en développement et à commerce d'État grève la capacité qu'ont les institutions internationales et les gouvernements des pays industrialisés de maintenir l'équilibre.
- Même si les perspectives économiques ne sont certainement pas très encourageantes, il existe néanmoins des possibilités réelles et réalistes de croissance économique par le commerce si tous les secteurs de l'économie canadienne concertent leurs efforts de sorte que nous soyons bien placés pour saisir les possibilités qui s'offriront sur les marchés étrangers avec la reprise économique.

II. Commerce international et économie canadienne: Créer des emplois par l'exportation

Le Canada a toujours été une nation commerçante: il exporte au moins le quart de sa production de biens et de services en échange de produits, de capitaux et d'informations provenant de l'étranger. Ceci n'est pas étonnant, étant donné son abondance de ressources naturelles, sa population relativement peu nombreuse et ses caractéristiques géographiques. Au fil des ans, il s'est avéré plus rentable d'exploiter ce capital-ressources naturelles afin de nous procurer des biens et des services qui ne pouvaient être produits chez nous pour des raisons d'économie ou de capacité. C'est ainsi que le commerce extérieur a permis aux Canadiens d'atteindre un niveau de vie